Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 2 (1922)
Heft: 1

Buchbesprechung: Rezensionen = Comptes-rendus
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Rezensionen. — Comptes-rendus.

H. Flamans-Aebischer. *Jean Grimou alias Alexis, peintre fribourgeois d'origine gruyérienne (1674—1733).* Brochure de 30 pages. Fribourg, 1920, Fragnière frères. Tirage à part de la « Tribune de Fribourg ».

Sous ce titre, M. H. Flamans-Aebischer publie une communication qu'il a faite le 8 juillet 1920 à la réunion de la Sté d'histoire du Canton de Fribourg, à Bulle. Cette « Conférence », comme l'intitule maintenant l'auteur, a plus les traits d'une dissertation littéraire que d'une communication historique. Elle n'apporte aucun fait nouveau et ne peut donc pas modifier les résultats acquis du problème « Grimou », dont les données sont les suivantes:

Un Alexis Grimou, nait à Argenteuil le 24 mai 1678, où son père exerce la profession de menuisier. (Preuve: Acte de baptême à la mairie d'Argenteuil.) Ce même Alexis Grimou, qualifié « peintre » se marie par contrat du 29 mai 1704. (Preuve: Minute aux archives de Me Fontana, notaire à Paris.) Le 5 septembre 1705, ce même Alexis Grimou, né à Argenteuil, « peintre en portraicts » se présente à l'Académie Royale de peinture et de sculpture. (Preuve: Procès verbaux de l'Académie.) Le 27 février 1706, l'Académie Royale de peinture proroge le temps accordé au Sieur Grimou pour fournir les tableaux qu'il doit présenter conformèment au Règlement. (Preuve: Procès verbaux de l'Académie.) Le 2 mars 1709, le Sieur Grimou n'ayant pas satisfait au Règlement de l'Académie, sa présentation est annulée. (Preuve: Procès verbaux de l'Académie.) En 1723, Alexis Grimou peint le portrait de Louis du Bouchet, Cte de Montsoreau. Il le signe en toutes lettres: « Alexis Grimou, f. 1723 ». (Preuve: le portrait en question, propriété de M. le Cte Lafond.) En 1723 encore Alexis Grimou peint un portrait de « Jeune fille » et le signe en toutes lettres: « Alexis Grimou, f. 1723 ». (Preuve: Le tableau en question qui appartient à M. le Vcte A. de Polignac.) En 1724, Alexis Grimou fait son propre portrait qu'il signe en toutes lettres: « Alexis Grimou pain par lui-même, 1724 ». (Preuve: Le tableau en question au Musée du Louvre.) En 1729, Alexis Grimou peint une « Jeune Pélerine » et signe en toutes lettres: « A. Grimou, 1729 ». (Preuve: Le tableau en question au Musée

de Douai.) Un grand nombre d'autres tableaux du même peintre sont signés seulement « Grimou », sans prénom, avec la date. Grimou est en effet, alors, un peintre connu qui est suffisament désigné par son nom de famille, de même qu'on dit aujourd'hui « Rodin », « Meissonier », « Puvis de Chavannes » sans indiquer le prénom de ces artistes. Aussi en 1732, le *Mercure* signale, à l'Exposition de la Jeunesse « un beau tableau du Sieur Grimou » sans autre désignation et lorsque le peintre meurt au début de mai 1733, le *Mercure* mentionne au mois de juin 1733: « N. (pour désigner un prénom inconnu du rédacteur) Grimou, peintre de l'Académie de Saint Luc, cy devant agrégé à l'Académie Royale de peinture (ce qui est le cas d'Alexis Grimou), mourut à Paris au commencement du mois dernier, âgé d'environ 55 ans » (ce qui correspond à la date de naissance d'Alexis Grimou, né à Argenteuil le 24 mai 1678 et ne correspondrait pas à la date de naissance d'un *Jean* Grimou, né à Romont le 15 novembre 1674 puisque celui-ci aurait alors environ 59 an). (Preuve: Textes de la collection du *Mercure*.)

A ce formidable faisceau de preuves qui doit suffire à convaincre les *historiens* les plus sceptiques, M. H. Flamans-Aebischer ne peut opposer que l'acte de baptême du 15 novembre 1674, conservé dans les registres baptismaux de Romont, d'un « Jean Grimou, fils de Claude », illustre inconnu sur lequel on ne possède aucun renseignement. Il n'existe aucun *document* qui fasse mention de ce Jean Grimou, il n'existe aucune toile signée « Jean Grimou » et ce n'est que dans la seconde moitié du XVIIIième siècle que la confusion s'établit et que l'on commence à croire que le célèbre peintre Grimou, dont le prénom n'était plus même bien connu en 1733, est le Jean Grimou né à Romont en 1674. C'est le peintre Jean-Gaspard Füssli qui, dans son Histoire des meilleurs peintres de la Suisse, se fait le protagoniste de cette nouvelle version, mais M. Gabillot a démontré, dans la Gazette des Beaux Arts, que cet auteur ne tenait ses renseignements que de seconde main et que le graveur suisse Wille, auquel il s'était adressé, disait lui-même le 30 décembre 1768 qu'il lui avait « marqué *le peu qu'il sçavoit* de ce peintre ». M. H. Flamans-Aebischer fait grand état des renseignements donnés sur Grimou, par Mariette dans son *Abécédaire* et qui concordent avec ceux donnés par Füssli parce que Mariette a copié Füssli ou a puisé à la même source que lui. Les racontars de Mariette sont du reste trop postérieurs à la mort de Grimou pour avoir la valeur d'un *document* et si Mariette est bien, comme le rappelle M. Flamans-Aebischer avec Charles Blanc, « l'amateur le plus éclairé de son siècle », il n'est qu'un « amateur » et un amateur d'*art* et il ne

peut venir à un historien la pensée d'aller chercher dans l'Abécédaire de Mariette des renseignements d'une valeur *historique* pour la biographie d'un artiste.

M. H. Flamans-Aebischer joue du reste de malheur dans ses recherches sur un peintre « Jean Grimou » qui n'a jamais existé. En 1912, il décrivait dans les « Etrennes fribourgeoises » un portrait provenant de la collection de Victor Tissot et actuellement au Musée gruyérien, à Bulle. Bien qu'il fut signé « A. Grimou, 1724 » il le donnait à cette époque comme le portrait de Jean Grimou, né à Romont en 1674 et invoquait pour expliquer ce « A. Grimou » au lieu de « Jean » ou de « J » Grimou, que son Jean Grimou s'appelait aussi Alexis, comme il dit encore dans le titre de sa brochure d'aujourd'hui « Jean Grimou alias Alexis ». Dans son ardeur à prouver l'existence de son « Jean Grimou », M. Flamans-Aebischer a, paraît-il découvert, il y a quelque temps un portrait de Jean Grimou par lui-même où le personnage représenté peut être identifié avec celui qui figure sur la gravure de A. Romanet, gravée à Bâle en 1765 et qui est intitulée « Portrait de Jean Grimoux ». Il n'y a cependant pas lieu de triompher, car le personnage représenté sur la gravure de A. Romanet en 1765, intitulée *à cette époque* « Portrait de Jean Grimoux » peut aussi être identifié avec un portrait déjà connu, représentant Grimou peint par lui-même, propriété de M. Loyer à Paris et reproduit dans la Gazette des Beaux Arts par M. Gabillot. Or ce portrait est signé en toutes lettres : « *Alexis* Grimou peint par lui-même, 1724 ». La Commission du Musée gruyèrien, à laquelle M. Flamans-Aebischer avait offert sa trouvaille, a donc agi avec un sens critique, dont on ne saurait trop la louer, en refusant d'acquérir, pour un Musée *gruyèrien*, le portrait d'un artiste *français*, qui n'a aucune raison d'y figurer.

Après comme avant la brochure de M. Flamans-Aebischer la thèse qui veut faire du peintre Grimou, un Jean Grimou, né à Romont, doit être définitivement rejetée.

Fribourg. Pierre de Zurich.

EDUARD FUETER: *Weltgeschichte der letzten hundert Jahre 1815—1920.* Zürich. Schultheß & Co. 1921. 674 S.

Eduard Fueter hat als erster Schweizer unserer Tage den Versuch unternommen, eine bis zur unmittelbaren Gegenwart reichende Weltgeschichte der letzten hundert Jahre zu schreiben. Der Historiker, der als Auslandredaktor einer großen Zeitung die zeitgenössische Geschichte seit langem scharf verfolgte, konnte für dieses Wagnis als besonders befähigt gelten. Das Buch wendet sich an ein großes Publikum; es kommt einem unbestreitbaren

Bedürfnis der Zeit entgegen, welches nach einer historischen Einordnung, Beleuchtung und Erklärung der jüngsten Weltereignisse und der durch sie aufgeworfenen großen Fragen verlangt. So verzichtet Fueter auf jeden wissenschaftlichen Apparat, auf Anmerkungen, auf genauere Begründung einzelner Erscheinungen oder Urteile.[1])

Die Kritik könnte sich angesichts dieses populären Charakters des Buches auf die Beantwortung der Frage beschränken, ob Fueters Werk seinem Zweck als vorläufige geschichtliche Wegleitung einer gebildeten Leserwelt entspricht. Aber seine Einleitung zwingt sie, einen andern Maßstab anzulegen. Der erste Satz Fueters lautet: „Was sich bisher Weltgeschichte nannte, war nicht mehr als ein Konglomerat" (Seite 1), und etwas weiter unten heißt es: „Die vorliegende Arbeit hat sich eine andere Aufgabe gestellt" (Seite 1). Damit verpflichtet sich der Autor zur höchsten Leistung, und der Leser — auch der wissenschaftliche Leser — wird zu den höchsten Ansprüchen berechtigt. Die Kritik aber wird untersuchen müssen, ob Fueter dieses Versprechen ganz neuer und unerhörter weltgeschichtlicher Betrachtung und Darstellung einlöst.

Fueters Buch bringt freilich des Neuen genug. Ausschlaggebend ist seine Anlage im Ganzen. Fueter erkennt es als Aufgabe der modernen universalgeschichtlichen Darstellung, mehr als bisher von der auf Europa eingestellten Betrachtungsweise abzugehen und die Geschichte der übrigen Erdteile, die bisher mehr oder weniger bloß als Anhängsel berücksichtigt wurde, zur vollen Geltung zu bringen. Die wichtigste Erscheinung des geschichtlichen Lebens im 19. Jahrhundert ist ja nach seiner Beurteilung die „Europäisierung der Welt". Der Gedanke ist fruchtbar, und der an Weltgeschichten älteren Stiles gewöhnte Leser wird Fueters Ausführungen etwa über die Besiedelung Nordamerikas, die Entwicklung des englischen Weltreiches, die „Europäisierung" Japans u. s. w. mit Interesse und Gewinn folgen. Aber im Gefühl, einer veränderten Auffassung die Bahn brechen zu müssen, geht Fueter vielleicht da und dort zu weit, so daß das Gleichgewicht der Darstellung gestört erscheint. Auch die ältere Meinung, daß dem europäischen Leser europäische Staaten durch ihre geographische Nähe und durch ihre eigenartige Kultur besonders wichtig sein müßten, auch wenn sie politisch-wirtschaftlich schwach seien, entbehrt nicht ganz der Berechtigung. So wird man z. B. die langen Ausführungen über die englische Politik in Indien oder über die Festsetzung der Franzosen in

[1]) Ein sehr umfangreiches Register erleichtert das Nachschlagen und bringt knappe biographische Angaben und Erklärungen politischer Begriffe.

Algier und ihre Kämpfe gegen Abd-el-Kader und Hadschi Achmed höchstens als willkommene Ergänzung zu bisher Allbekanntem gelten lassen, dabei aber bedauern, daß diese Weltgeschichte über die nordischen Staaten, Holland und die Schweiz, ferner über die ganze Fülle der geistigen Kämpfe, die doch auch zur Geschichte gehören, kaum ein Wort verliert.

Diese Beschränkung hängt zusammen mit einer zweiten Eigenart des Buches. Fueter stellt den wirtschaftlichen Gesichtspunkt entschlossen in den Vordergrund. Daß der Kenntnis wirtschaftlicher Zustände und Wandlungen, wirtschaftlicher Motive und Begründungen mehr Sorgfalt gewidmet werden müsse als bisher, wird nach den Erfahrungen des Weltkrieges niemand bestreiten wollen. Die bisherige weltgeschichtliche Betrachtung muß nach der wirtschaftlichen Seite hin ergänzt werden. Aber wo wirtschaftliche Erwägungen und Bestrebungen als sozusagen einzige Triebfeder anerkannt werden, da tritt eben an Stelle der alten Einseitigkeit eine neue. Bei Fueter vermißt man vor allem die Einstellung des Geistig-Ideellen in das Gesamtbild. Vornehmlich die Beurteilung der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts wird dadurch schief; denn die geistig-unmaterielle Denkweise ist für diese Jahrzehnte vielerorts geradezu charakteristisch. Ein Volk, wie etwa das deutsche, das damals weltpolitisch recht wenig, geistesgeschichtlich aber sehr viel bedeutete, kommt bei dieser Messung der Dinge bedenklich zu kurz. — Der Inhalt des Buches erfüllt in dieser Beziehung das Versprechen seines Titels nicht. Ohne Berücksichtigung der geistigen Mächte gibt es keine volle Weltgeschichte. Fueter hätte deshalb sein Buch richtiger etwa „Weltwirtschaft und Weltpolitik der letzten hundert Jahre“ genannt.

Auch im Einzelnen vollzieht Fueter wichtige Umwertungen, die man teils mit Zustimmung, teils mit Erstaunen, teils mit Unruhe aufnimmt. Man wird gewiß heute zur Wiedererwägung mancher alten Ansicht und manches alten Urteils geneigt sein, wird sich aber zu neuen Auffassungen doch nur auf Grund eindringlicher Forschung und zwingender Beweisführung entschließen können. Fueter verzichtet aber — wie es beschränkter Umfang und populäre Absicht seines Buches ja auch mit sich bringen — auf jede eingehende Beweisführung. Er spricht seine persönlichen Ansichten einfach aus: Daß General Lee, der Kommandant der amerikanischen Sezessionsstaaten, „wohl als der genialste Heerführer des 19. Jahrhunderts nach Napoleon gelten muß“ (Seite 314); Cavour ist „vielleicht der größte Staatsmann seines Jahrhunderts“ (Seite 332); Bismarck ist zwar eine bedeutende Persönlichkeit und ein geschickter Diplomat, doch besaß er nur „ge-

ringe praktische Kenntnisse des politischen Lebens in Westeuropa.... Er war überhaupt kein schöpferischer Staatsmann, wenn man darunter einen weitblickenden Politiker versteht, der rücksichtslos die Herrschaft der alten Gewalten bei Seite schiebt, um einen entwicklungsfähigen Neubau an deren Stelle zu setzen. Er war gescheiter, konsequenter, opportunistischer als seine Standesgenossen, aber in seiner Geistesart in der Hauptsache von ihnen nicht verschieden" (Seite 388). Die Wissenschaft wird sich ihr Urteil darüber und über manche andere Behauptung noch vorbehalten müssen. — Bedauerlich ist, daß das Buch Spuren rascher Entstehungsart an sich trägt. Auch wenn man mehr an Großes als an Kleines denkt, darf man Metternich nicht „Graf Metternich" nennen (Seite 48), darf man neben der „Provinz" Holstein nicht auch die „Provinz" Schleswig als Mitglied des deutschen Bundes bezeichnen (Seite 392). Unklare und sogar sprachlich falsche Sätze sind stehen geblieben (z. B. Seite 3, 296, 526). Zahlreiche, z. T. gesuchte Fremdwörter verunreinigen den Text des Buches (Japan machte sich an die Arbeit, „seine bis vor kurzem gänzlich vernachlässigte militärische Ausbildung dem Standard der europäischen Mächte anzupassen" (Seite 205)). Die Zusammendrängung eines gewaltigen Stoffes auf den engen Raum eines Bandes stellte an die Darstellungskunst des Verfassers große Anforderungen; Verallgemeinerung, Abstraktion und allzu kühne Fassung manches Urteils verzerren da und dort das Bild; die Grenze zwischen Licht und Schatten wird oft sehr scharf, und Manches, was einen Ausgleich herstellen könnte, bleibt ungesagt. So hinterläßt die Beschreibung der dritten französischen Republik das Bild eines idealen Staates (Seite 525 f.), von Deutschland gewinnt man den Eindruck einer ungeheuren Kaserne. Über das deutsche Geistesleben in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts sagt Fueter (Seite 362): „Da es keine selbständige publizistische Tätigkeit und kein großes Publikum gab, das sich wie in England und Frankreich für politisch-wissenschaftliche Fragen interessierte, so schrieben die Akademiker im Grunde nur für einander; das erhöhte auf der einen Seite die sozusagen kleinbürgerliche Solidität ihrer Arbeiten, nahm ihnen aber andererseits die Wirkung ins Weite." Damit ist allerlei Richtiges gesagt, aber da die ergänzenden positiven Bemerkungen — man denke nur an die Begründung der historisch-philologisch-geographischen Wissenschaften — fehlen, so gewinnt der unkritische Leser über das Ganze doch eine schiefe Ansicht. Wenn die Gründung des französischen Kolonialreiches in Afrika mühelos aus der Notwendigkeit einer Bekämpfung der Seeräuber und der Sicherung der gewonnenen Stellung gerechtfertigt wird, wenn

man die Freiheit deutschen Universitätslebens allein dem Einfluß der englisch-hannöverschen Universität Göttingen zuschreibt (Seite 361), die Schaffung des belgischen Kongostaates allein durch den menschenfreundlichen Drang einer Bekämpfung des Sklavenhandels erklärt (Seite 453 f.), so staunt man, wie leicht und einfach sich doch die Dinge darstellen lassen, und man fühlt sich geneigt, den Verfasser um die Hemmungslosigkeit seines Urteils zu beneiden.

Trotz diesen Aussetzungen wird die Wissenschaft Fueters Buch beachten müssen. Es gibt Hinweise, Anregungen, Antriebe auch für die wissenschaftliche Forschung und verlangt Nachdenken und Prüfung in vieler Hinsicht. Es packt wichtige Probleme in neuer und teilweise recht zukunftsvoller Weise an; daraus wird man Nutzen ziehen, auch wenn man Methode und Ergebnisse Fueters da und dort für angreifbar und willkürlich hält. Der Verfasser verfügt über weite Kenntnisse und viel Erfahrung, die ihm aus journalistischer und wissenschaftlicher Tätigkeit erwachsen sind. Ehe aber das abschließende, sicher gefügte und ausgeglichene Buch über die Geschichte des 19. Jahrhunderts erscheinen kann, wird die Wissenschaft in mühsamer Forschertätigkeit noch sehr viel bescheidene Arbeit leisten müssen. Dann möge der Künstler kommen, der kein „Konglomerat" schafft, sondern eine Weltgeschichte im weitesten und höchsten Sinne.

St. Gallen. Werner Näf.

Heinrich Glitsch: *Der alamannische Zentenar und sein Gericht.* Leipzig, B. G. Teubner, 1917. (Berichte über die Verhandlungen der sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig, Philologisch-historische Klasse, 69. Band, Heft 2.) 156 S.

Abhandlungen von der Art der vorliegenden können mehrfache Förderung bringen: Einmal, indem sie mit der Begründung der darin aufgestellten Hypothesen den Bestand fester Ergebnisse der Wissenschaft bereichern und damit unsere Vorstellung rechtshistorischer Zusammenhänge vervollständigen. Nicht minder wichtig ist ferner, wenn sie nach oft mühsamer Quellenarbeit neues Material herbeischaffen und bereitstellen zu weiterem Forschen, wofür namentlich der nähere Fachgenosse dem Verfasser zu danken hat. Nicht zum mindesten in letzterer Hinsicht ist das Erscheinen dieser Abhandlung von Glitsch (G.) zu begrüßen.

Sie zerfällt in zwei, inhaltlich scharf getrennte Abschnitte. Der erste (S. 4—55) setzt sich zum Ziel, „die Stellung des Zente-

nars innerhalb der alamannischen Gerichtsverfassung der fränkischen Zeit aufs neue zu untersuchen.“ Denn: „Wohl ist die bisherige Forschung auch am alamannischen Zentenar nicht achtlos vorübergegangen. Aber sie hat ihn in der Regel doch nur in dem größeren Zusammenhange der gesamten Gerichtsverfassung behandelt. Wo sie ihn isoliert betrachtete, hat sie sich auf die Erörterung einiger weniger Probleme ... beschränkt. An einer umfassenderen Klarlegung seiner Stellung im Verfassungsorganismus fehlt es bis heute“ (S. 1). Ein weiterer Grund für die Inangriffnahme dieser Untersuchung ist für G. die nahe Verwandtschaft des Zentenars mit dem fränkischen Immunitätsrichter. Die Streitfrage aber über den Umfang der Immunitätsgerichtsbarkeit stand in der letzten Zeit mit Recht mehr im Mittelpunkte verfassungsgeschichtlicher Forschung überhaupt.

Hinsichtlich der gerichtsorganisatorischen Stellung des alamannischen Zentenars stellt G. für die fränkische Zeit nun zunächst in richtiger Weise fest: „Es führt also den Vorsitz (in den Gerichtsversammlungen) zunächst der Graf... Es führt den Vorsitz aber auch der Zentenar... Und zwar ist dieser Vorsitz ein essentiell selbständiger, nicht bloß ein Mitvorsitz neben dem Grafen“ (S. 19 f.).

In den weiteren Ausführungen dieses Kapitels scheint mir hingegen der Versuch, den Zentenar außerdem noch mit dem alamannischen judex (dem Urteilsvorschlager, dem asega des friesischen Rechts) zu identifizieren, mißglückt. Die Quellen geben meines Erachtens dafür keine genügende Grundlage. Die von G. herangezogenen Tit. 36 und 41 der Lex Alam. lassen sich ebenso zwanglos gegen eine Identität von alam. Zentenar und alam. Judex, die übrigens in anderm Zusammenhange schon von Waitz, Verfassungsgeschichte II², S. 467 ff., angenommen wurde, verwenden. Auch hat sich Brunner (Rechtsgeschichte I², S. 204 f.) gegen eine solche Identifizierung des (gerichtsvorsitzenden) alamannischen Zentenars mit dem alamannischen judex ausgesprochen.

Allerdings: eine Identität des Gerichtsvorsitzenden, des Gerichtsgewaltigen und des Urteilssprechers mag in dem besonderen Falle des in Tit. 22 erwähnten judex der coloni ecclesiae vielleicht vorgelegen haben. Dieser judex hat da Funktionen, aus denen möglicherweise geschlossen werden könnte, er sei zugleich ein mit Zwangsgewalt ausgestatteter Gerichtsvorsitzender gewesen.

Wichtiger ist das im 3. Kapitel (S. 23 ff.) behandelte Problem des Verhältnisses zwischen Zentenar und Graf. Zwar stehen spezifisch alamannische Quellen (abgesehen von dem S. 35 ff. herangezogenen Zürcher Prozeß aus dem 10. Jahrhundert) dafür

nicht zur Verfügung und die Erwägungen haben hier auf bekannte Kapitularienstellen (S. 24 f.) Bezug zu nehmen. G. kommt dabei mit Recht, entgegen der herrschenden Lehre und auf Grund einer neueren Untersuchung Seelmanns über den Rechtszug, zu dem Ergebnis, daß der Zentenar grundsätzlich für alle Prozesse ohne Einschränkung und einschließlich eines eventuellen nachherigen Exekutionsverfahrens zuständig ist. Dabei besteht einzig die Einschränkung, daß wo über Liegenschaften, Freiheit und Leben entschieden werden soll, der Zentenar kein Urteilsgebot aussprechen und keine zwangsweise Urteilserfüllung durchführen könne; dafür bleibt der Graf zuständig. Die bisherige Lehre war von der Annahme ausgegangen, der Zentenar sei in diesen drei Prozeßsachen nur für etwaige Zwischentermine zuständig gewesen (Sohm).

Es ließe sich nun fragen, weshalb der Urteilsspruch und die Zwangsvollstreckung ausgerechnet in diesen drei Fällen dem Zentenar nach dem Verfassungsrecht des fränkischen Reichs entzogen und dafür die Grafen zuständig waren. Ich glaube, G. hat recht, daß keine „Abgrenzung der Kompetenzen nach der Schwere der Delikte vorgenommen worden sei.“ M. E. darf man vielleicht folgenden Grund vermuten: Der Graf war in der fränkischen Reichsverfassung der Beamte, der das Heeresaufgebot durchzuführen hatte (vgl. Brunner-Heymann, Grundzüge, S. 69). Dafür muß er über den Bestand der freien Bevölkerung seiner Grafschaft die Kontrolle und irgend eine Befugnis zur Mitwirkung [vielleicht zum Widerspruche] haben, wenn ein Freier durch Todesurteil, resp. Friedloslegung oder durch Verurteilung in die Hörigkeit seinem Aufgebote entzogen werden soll. Der gleiche Grund könnte für die Notwendigkeit des gräflichen Urteils und der gräflichen Exekution im Liegenschaftsprozeß gegolten haben. Auch hier mußte der Graf wissen, wer Eigentümer einer Liegenschaft war. Wurde doch die Militärdienstpflicht schon damals nach dem Grundbesitz abgestuft (vgl. Schröder, Rechtsgeschichte [VI. Aufl.], Bd. 1, S. 164 ff.). Und im Hochmittelalter ist ja gerade die Kontrolle über den freien Grundbesitz einer der Hauptgründe zur gerichtlichen Fertigung vor dem Grafen (vgl. Heusler, Inst. II, S. 88 f.). Daß übrigens, wohl aus den besagten Gründen, schon zur Zeit des alamannischen Volksrechts die Grafen freiwilligen Eintritt in die Unfreiheit, sowie freiwillige Vergabungen von Liegenschaften zu verbieten sich angemaßt haben, ginge e contrario aus Tit. 1 der Lex Alam. hervor, wo dem Grafen ausdrücklich der Widerspruch untersagt wird, wenn derartige Akte zugunsten einer Kirche vorgenommen wurden (ut si quis res suas semet ipso ad ecclesiam tradere voluerit, nullus habiat li-

cenciam contradicentem ei, non dux non comes nec nulla persona).

Was einen event. Bußanteil des Zentenars an den Gerichtsbußen anbetrifft, den G. S. 37 ff. bejaht, so sind hier seine Ausführungen darum abzulehnen, weil sie die von G. behauptete, aber — wie mir scheint — nicht erwiesene Identität von Zentenar und judex als Ausgangspunkt nehmen. Allerdings besteht eine gewisse Wahrscheinlichkeit, daß auch der alamannische judex (also nicht der Zentenar) einen Bußanteil bezogen hat. Das alamannische Recht schweigt sich darüber aus. Hingegen steht der Bußanteil des ihm verwandten bayrischen judex fest (S. 44).

Auch hinsichtlich der Bestellung des Zentenars geht G. von der — unerwiesenen — Voraussetzung einer Identität zwischen Zentenar und judex aus und zieht Lex Alam. Tit. 41 an: Ut nullus causas audire praesumat nisi qui a duce per conventionem populi judex constitutus sit. Wenn nun diese Stelle für die Frage nach der Bestellung des Zentenars auch außer Betracht fällt, so wird hingegen auch für Alamannien die Achener Gesandteninstruktion des Jahres 809 gegolten haben, daß die Zentenare von den missi „cum comite et populo eligentur". Die Umdeutung des „cum comite" in „a comite" (S. 46, Anm. 4) ist überflüssig. An der Bestellung des Zentenars beteiligen sich also: missus, comes und populus (die Gerichtsgemeinde).

Im übrigen braucht dieser Mitwirkung des populus an der Wahl des Zentenars nicht die maßgebende Bedeutung beigemessen zu werden, die G. ihr gibt, daraus folgernd, daß der Zentenar vornehmlich ein Volksbeamter gewesen sei (S. 48). Es scheint richtiger, mit Heusler (Schweiz. Verfassungsgeschichte, S. 13 ff.) anzunehmen, daß sein Amt, wie das des Grafen, aus der fränkischen Heeresorganisation stammte, die z. T. römische Formen angenommen hatte und deren Chargen überall im fränkischen Reich in die Polizei- und Gerichtsverwaltung übernommen wurden. Dafür spräche auch, daß die Lex Alam. den Centenarius mehrfach centurio nennt.

Nun „verschwinden seit dem 10. Jahrhundert Zentenar und Zent in unsern Quellen" (S. 53). Das mag allgemein stimmen, ist aber nicht wörtlich zu nehmen, denn noch 1302 tritt am Zugersee ein Conradus Haberesse auf, von dem es heißt: „dicit, quod est centenarius et liberae conditionis" (vgl. Wyß, Abhandlungen, S. 214. Diese Stelle ist S. 4, Anm. 11 beizufügen.) Das Verschwinden von Zentenar und Zent läßt sich zum Teil durch das Umsichgreifen der Immunitäten erklären, die die Exemption von der Gerichtsbarkeit des Zentenars begründeten. Aber in anderen Gegenden hat die Immunität nicht jene zersetzende Wir-

kung gehabt (S. 54). Da müßten sich also noch Spuren von Zentenar und Zent nachweisen lassen. Diese aufzufinden, ist die Absicht des zweiten Teils.

Zunächst wird die Untersuchung von Fr. v. Wyß über die Freien Bauern (Abhandlungen, S. 161 ff.) vorgenommen, zu der sich G. in einen m. E. nur zum Teil berechtigten Gegensatz stellt: G. nimmt an, Wyß erblicke in den sogen. Freigerichten des späteren Mittelalters, die hier zunächst für die von G. beabsichtigten Feststellungen in Frage kämen, Überreste der alten Zentenargerichte (S. 57). Hingegen spricht Wyß z. B. S. 288 ff. — wie G. S. 57, Anm. 6 ebenfalls zugeben muß — einzig vom Centgericht, also Gericht in der Hundertschaft, nicht des Zentenars. Er sieht darin im Sinne Sohms das Gericht, dem auch der Graf vorsitzt, indem er es damit zum echten Ding mit Zuständigkeit für den ganzen Gau macht. Und er sieht denn auch in den Freigericht, also Gericht in der Hundertschaft, nicht des Zentenars. gerichten — um im Sprachgebrauche G.'s zu reden — Zersetzungsprodukte der Grafschaft (aber keineswegs bloße Ausläufer der Gerichtsbarkeit des Zentenars), was der Auffassung G.'s näher kommt.

Dann wird von G. die Verfassung der Freigerichte kurz besprochen und die ihm bekannten aufgezählt. Es fehlen das Freigericht Wisserlen in Obwalden (vgl. Durrer, Die Einheit Unterwaldens, im Jahrbuch für schweiz. Geschichte XXXV, S. 41 ff.), dann das Gericht zu Schwyz, das ebenfalls als Freigericht aufzuführen wäre, trotz G.'s Annahme: „Hat es doch, wie es scheint, in Schwyz ein solches (sc. Freigericht) überhaupt nicht gegeben, oder sind uns wenigstens Spuren eines solchen nicht erhalten" (S. 90). Dagegen ist zu bemerken: Erstens findet sich in Schwyz ein Verband freier Leute, zweitens ist ihre Dingstatt die Weibelhube, die G. sonst als Kriterium eines Freigerichts gilt, oft bezeugt, z. B.: „vf der fryen weidhub, da man das Gericht vffhatt" (vgl. Landbuch von Schwyz, S. 10, vgl. auch S. 170, 274 f., ferner: Kopp, Geschichte der Eidg. Bünde, II, 1, S. 333, Anm. 1).

Dann weist G. S. 79 ff. überzeugend nach, wie einzelne Freigerichte fiskalischen Ursprungs sein konnten, also als Ausläufer anzusehen wären von Sondergerichten des Königs über Fiskalinengemeinden. Doch läßt sich nur ein kleiner Teil der Freigerichte des späteren Mittelalters so erklären. Welchen Ursprung haben die übrigen? G. erklärt sie als Zersetzungsprodukte der Grafschaft. Er versteht unter dieser Bezeichnung Gerichte, die an Stelle des in Abgang kommenden Landgerichts (alten Grafengerichts) getreten sind (S. 95), in denen der Gerichtsinhaber für den Bezirk des Gerichts über die

noch vorhandene freie Bevölkerung namentlich Immobiliargerichtsbarkeit hat, und die darum „in irgend einem genetischen Zusammenhange mit den Grafengerichten stehen“ und „als Zersetzungsprodukte der zerfallenden Grafschaft aufzufassen sind“ (S. 95). Diese Auffassung hat aber im Grunde genommen bereits Fr. v. Wyß — vielleicht weniger scharf formuliert — vertreten, wenn er in der schon zitierten Abhandlung z. B. S. 225 sagt: „Auch hier (sc. in Rätien), wie dies so häufig wiederkehrt, ist das Recht über freie Leute mit dem Rechte der Grafschaft verbunden und ein Hauptbestandteil des letzteren.“

Es gab aber auch Freigerichte, die in einem ganz anderen Sinne „Zersetzungsprodukte der Grafschaft“ sein konnten. Und das wären die von G. — m. E. — mit Unrecht übergangenen Freigerichte zu Schwyz und Wisserlen. Es handelt sich nämlich hier um Gerichte, die als Reste der Grafschaft nicht irgend einem Dynastengeschlechte gehörten, sondern nach und nach an die Gerichtsgemeinde selber mit weitreichendster Zuständigkeit übergegangen sind.

Nun glaubt G. S. 97 ff. in gewissen bäuerlichen Blutgerichten, wie er sie für schweizerische Gebiete, z. B. zu Wil, Andelfingen, Willisdorf (bei Dießenhofen) und in der Herrschaft Kyburg feststellt, Fortsetzungen der alten zentenargerichtlichen Tätigkeit nachweisen zu können. Ihre Charakteristika wären: das Fortbestehen einer gewissen Unterordnung unter das Grafengericht (S. 98), Zuständigkeit in Blutsachen (S. 103), Zuständigkeit nur für die niederen Stände (S. 101, 102). G. bringt zunächst Analogien fränkischer und sächsischer Gerichtsverhältnisse zur Wahrscheinlichmachung seiner Hypothese, und knüpft an die ähnlichen Überlegungen P. Blumers (Das Landgericht und die gräfliche Hochgerichtsbarkeit im Thurgau, S. 99 ff.) an.

Wenn nun diese Gerichte, die etwas anderes als die gräflichen Landgerichte und die Freigerichte, wenn sie Ausläufer zentenargerichtlicher Tätigkeit sein sollen, woher kommt ihre blutrichterliche Zuständigkeit? Eingangs hat doch G. nachgewiesen, daß gerade Kapitalsachen von den Zentenaren der fränkischen Zeit nicht zu Ende geführt wurden. Darauf erhalten wir leider keine Antwort. Könnte nicht gerade ihre blutrichterliche Zuständigkeit darauf deuten, daß es sich beim einen oder andern dieser Blutgerichte ebenfalls um ein weiteres Zersetzungsprodukt der Grafschaft gehandelt hätte, umso mehr, als z. B. die thurgauischen Blutgerichte im 14. und 15. Jahrhundert in der Hand des thurgauischen Landgrafen lagen (S. 111).

Um auf Einzelnes überzugehen, kann ich z. B. G.'s Annahme, daß der Landbezirk, in dem Konrad von Zaehringen die Stadt

Freiburg im Breisgau gegründet hat, und in der Konrad darum grafschaftsähnliche Rechte gehabt haben muß, ein alter Hundertschaftsbezirk gewesen sei, nicht zustimmen (S. 111 ff.). Zunächst ist die Wahrscheinlichmachung dieser Vermutung absolut unzureichend: Dieser Bezirk sei von alters her ein großes Kirchspiel von Umkirch gewesen. Andrerseits koinzidierten vielfach diese alten Großpfarreien mit Hundertschaftsbezirken, ergo könne man annehmen, daß dieser Bezirk, in dem Konrad von Zaehringen nun Freiburg gründete, ebenfalls ein alter Hundertschaftsbezirk im Besitz Konrads von Zaehringen gewesen sei. Derartig vage Begründung von Hypothesen trifft man bei G. leider mehrfach. Zudem zeigt sich irgend eine Unterordnung unter die Landgrafschaft für diesen Bezirk nicht. Eine solche Unterordnung ist aber S. 97 f. als eines der Kriterien angenommen dafür, daß es sich im einzelnen Falle noch um ein Zentenargericht handelt und nicht etwa bloß um ein ehemaliges Zentenargericht, das bereits „zum Range eines Grafengerichts emporgestiegen" ist (vgl. G., S. 97 f.).

Im Gegenteil, die Tatsache, daß Konrad in diesem Bezirk aus eigener Machtvollkommenheit eine Stadt gründen konnte, spräche positiv gegen dessen Unterordnung unter die Grafschaft.

Und es wäre zu erwägen, ob die potestas und das regimen, von dem Konrad im Freiburger Stiftungsbrief hinsichtlich des fraglichen Bezirkes spricht, sich nicht zwangsloser aus weltlicher Immunität erklären ließe, die G. ablehnt.

Im 6. Kapitel des II. Teils befaßt sich G. hauptsächlich mit den sehr problemreichen allodialen Grafschaften und Herrschaften des alamannischen Gebiets. G. stellt auch hier ein außerordentlich vielgestaltiges Material dem Leser zur Verfügung. Er glaubt auch in allodialen Grafschaften Bestandteile verselbständigter ehemaliger Zentenargerichtsbarkeit annehmen zu dürfen, und erweitert und vertieft die in dieser Hinsicht von Baumann (Gaugrafschaften im wirtembergischen Schwaben) gebrachten Feststellungen.

Es schien mir notwendig, zu der vorliegenden Abhandlung verschiedene Einwendungen, sowie einige Ergänzungsversuche zu bringen. Das geschah in der Absicht, zu der Lösung dieser schwierigen Probleme der mittelalterlichen Gerichtsorganisation vielleicht ein Kleines beizutragen. Der Wert von G.'s scharfsinniger und auf sicherlich mühsamem Quellenstudium gegründeter Untersuchung selber soll damit keineswegs herabgemindert werden. Im Gegenteil ist zu sagen: Zukünftige Abhandlungen in dem Gebiete der alamannischen Gerichtsverfassung werden sich nicht bloß mit dem Buche Glitsch's auseinanderzusetzen haben, sondern aus seiner Benutzung auch vielversprechenden Vorteil ziehen.

Basel. Jakob Wackernagel.

KARL STÄHLIN: *Geschichte Elsaß-Lothringens.* München und Berlin, Verlag von R. Oldenburg 1920. IX + 295 S. und 4 Tafeln.

Der Weltkrieg hat eine ganze Reihe von Arbeiten über das strittige Grenzgebiet von Elsaß-Lothringen gezeitigt. Auch das vorliegende Buch ist eine Überarbeitung und Erweiterung eines in Strupp's Sammelwerk „Unser Recht auf Elsaß-Lothringen" publizierten Abschnittes aus Stählins Feder. Diese Erweiterung besteht vor allem in einer eingehenden Betrachtung der deutschen Domination von 1871 an bis zum Ausbruch des Weltkrieges. Daß der Verfasser den elsaß-lothringischen Boden erst in der Kriegszeit und zwar im Felde kennen lernte, mag uns allerdings stutzig machen. Kriegsatmosphäre kann unmöglich die für ein wissenschaftliches Werk dieser Art nötige Objektivität bieten, auch wenn Dozententätigkeit an der Straßburger Hochschule und die eigene alemannische Abstammung, deren sich der Verfasser rühmt, manches aus solchen Einflüssen Herausgeborene gemildert haben wird.

Mannigfache Berührungspunkte der schweizerischen Geschichte mit derjenigen der elsässischen und selbst lothringischen Nachbargebiete rechtfertigen aber eine kritische Würdigung von Stählins Arbeit.

Neu ist nämlich vor allem, daß der Verfasser Elsaß und Lothringen vom Zeitraum der alemannisch-fränkischen Besiedelung an als eine Einheit zu behandeln versucht, ein Verfahren, das m. E. als Retrokonstruktion eines 1871 geschaffenen Zustandes interessant sein kann, aber gerade das negative Resultat ergibt, daß Elsaß und Lothringen (von der Karolingerzeit abgesehen) gar nie eine Einheit gewesen sind und auch so völlig eigenartig, ja oft in direkt feindlichem Gegensatz zu einander sich entwickelt haben. Indem das der Verfasser auch S. 210 bemerkt, hat er doch an seinem Einheitsplane festgehalten, gewiß nicht zum Vorteile der ganzen Darstellung, die infolge des innerhalb der Kapitel immer wieder nötig werdenden Überspringens von einem Landstrich zum andern etwas Unruhiges und Unübersichtliches erhält.

In den vier ersten Kapiteln zeichnet der Verfasser die Geschicke beider Landstriche im Zeitalter der Karolinger, der deutschen Kaiser, der Reformation und Gegenreformation bis zu der vorherrschenden Machtstellung Ludwigs XIV. Kapitel V, VI und VII umfassen dann das XVIII. Jahrhundert, die französische Revolution, die Restauration und endlich die preußisch-deutsche Verwaltung des Reichslandes von 1871 bis zum Weltkriege.

Aber gerade Stählins, in der traditionell deutschen Auffassung sich ergebende, sehr lebendig gestaltete Darstellung läßt einen

unbefangenen Leser recht eigentlich erkennen, wie wenig die moderne elsaß-lothringische Frage mit den um viele Jahrhunderte zurückliegenden und ganz anderen wirtschaftlichen und politischen Bedingtheiten unterworfenen Verhältnissen zu tun hat. Der Verfasser läuft wiederholt Gefahr, modern völkische und nationalistische Tendenzen in einstige Zeiträume hineinzutragen, in denen die Menschen noch gar nicht nationalistisch empfunden und gedacht haben, zumal das Gefühlsmäßige für ein einheitliches kaiserliches Deutschland, wie es seit 1871 bestand, gar nicht vorhanden war. Ein Muster der etwas zu zahlreichen Entgleisungen dieser Art findet sich schon auf S. 3, wenn Stählin deutsche Bergknappen des 16. Jahrhunderts in der Gegend der oberen Meurthe „erfolgreiche Träger des deutschen Einflusses" sein läßt.

So verfolgt nur immer der Historiker eine „alte Gegnerschaft" Frankreichs, während der, den's direkt angeht, der Elsässer und Lothringer, in seinem historischen Erinnern kaum über das Jahr 1789 zurückgreift. Maßgebend hiefür ist einmal die wesentlich veränderte Zusammensetzung der Bevölkerung nach dem großen Aderlaß des dreißigjährigen Krieges und aller nachfolgenden Kriegszeiten, maßgebend ist aber auch vor allem die von Stählin zu wenig gewürdigte, höchst wichtige psychische und moralische Wirkung der im Elsaß seit 1789 miterlebten französischen Revolution und der Glanzzeit der zwei bonapartistischen Zeitalter. Dasselbe gilt für Lothringen, indem der Verfasser selbst S. 173 zugeben muß, daß die Durchführung der Ideen von 1789 nirgends mit weniger Gewaltsamkeit sich vollzog als gerade in diesem Landstrich.

Aus diesen Gründen hätte sich eine noch stärkere Reduktion der, zu viele verjährte Prozesse hervorgrabenden ersten vier Kapitel empfohlen, zumal diese keine neuen Gesichtspunkte bringen. Jedem aufmerksamen Leser wird freilich Seite für Seite deutlicher, wie sehr im Laufe der Jahrhunderte die deutschen Fürsten jeweils den Gedanken an Kaiser und Reich verraten haben und daß insbesondere auch das Haus Habsburg zum Verhängnis für Elsaß und Lothringen geworden ist.

Nach dieser „fürstlichen" Seite ist Stählin entschieden zu befangen. Wie ängstlich wird jede tadelnde Kritik vermieden gegenüber der ganz egoistischen Franzosenpolitik des großen Kurfürsten oder Friedrichs d. Gr. (S. 130 und 164), und, um die unbequeme Freigabe des linken Rheinufers im Frieden zu Basel 1795 durch Friedrich Wilhelm von Preußen zu verschleiern, wird S. 179 unvermittelt vom Jahre 1789 auf den Frieden von Campo Formio übergesprungen, der Schwerpunkt der Freigabe

also auf Österreich verlegt! Und allzu oft wird dort, wo Selbstkritik besser am Platze wäre, der „böse Feind“ für alles verantwortlich gemacht.

Diese Geistesverfassung führt dann den Verfasser mitten in seiner Darstellung zu vergleichenden Exkursen in die Gegenwart, die sich (z. B. S. 86) höchst propagandistisch ausnehmen. Er redet dann von der „Tunifizierung“ Lothringens (S. 88) oder auf S. 120 von „Elsaß-Marokko“; auch mißt er allerlei unverantwortlichen, ihrem törichten Inhalt nach gewiß nicht entschuldbaren Gutachten französischer Kronjuristen des 16. und 17. Jahrhunderts eine viel zu große Bedeutung bei (z. B. S. 30 ff., 112 ff. u. a. O.).

Für die kritische Wertung bedauerlich ist, daß der Verfasser auf Fußnoten verzichtet, so daß man meist erraten muß, was auf Rechnung seiner in einem Anhang aufgezählten Gewährsmänner zu setzen ist. Warum dann aber auf ein paar Seiten doch einige Anmerkungen stehen, ist unerfindlich (z. B. S. 174, 200, 201, 247 u. a.).

Leider finden sich nun auch in zu vielen Fällen kleinere und größere Ungenauigkeiten, die als zu subjektive Verzeichnungen entschieden einer Berichtigung rufen. Nur ein Beispiel. Der Verfasser will uns glauben machen, die Liselotte von der Pfalz habe die 1681 erfolgte Preisgabe der Stadt Straßburg an Frankreich beweint. Was lesen wir aber in ihrem, hier wohl vom Verfasser gemeinten Brief an den Raugrafen, vom 1. Januar 1682? „Ich hätte wohl von Herzen wünschen mögen, . . . daß „ich Euch zu Straßburg hätte embrassieren können. Ich glaube, „wir würden miteinander geheulet haben; denn wie ich bei „dem „Ochsen“ bin vorbeigefahren, ist es mir eingefallen, wie „ich Ihro Gnaden, den Kurfürsten (Liselottens inzwischen ver„storbener Vater), das letztemal da gesehen. Da ist mir das „Flennen so greulich ankommen, daß ich's nicht habe verhalten „können.“

Es würde den Rahmen einer Kritik sprengen, wollten wir auf weitere zahlreiche Verschiebungen oder Verwechslungen dieser Art eingehen. Von geringerer Bedeutung, vielleicht ein Druckfehler, ist es, wenn Stählin die Schlacht bei St. Jakob an der Burs stattfinden läßt oder wenn der im 17. Jahrhundert als Kommandant von Belfort frondierende Graf de la Suze stetsfort als de la Lux aufgeführt wird. Auch die verschiedenen Verpfändungen des Elsasses seit König Albrechts I. Tagen sind sehr unklar behandelt, wie denn z. B. der Verfasser im Jahre 1429 das Elsaß durch die Habsburger an Philipp d. Gütigen

von Burgund verpfändet werden läßt, was den Tatsachen widerspricht.

Den weitaus interessantesten Teil in Stählins Werk bilden entschieden die der Geschichte des 19. und beginnenden 20. Jahrhunderts gewidmeten Kapitel VI und VII. Aus ihnen erhellt namentlich die unglückliche, seit 1871 gesuchte Lösung der elsaß-lothringischen Frage durch Unterstellung des Reichslandes unter die preußische Diktatur, durch Vorenthaltung der Autonomie u. s. w. bis zu jener alldeutsch-militaristischen unwürdigen Behandlung, die in den Exzessen von Zabern ihre häßlichste Äußerung fand, Zustände, welche die politische Atmosphäre vergifteten und an denen auch der beste Wille der verschiedenen Statthalter nichts zu ändern vermochte.

Auch in diesen Abschnitten kann der Verfasser die alemannische Eigenart des Elsässertums nicht ganz verstehen, wenn er immer wieder den „elsässischen Sondergeist mit seinem unglückseligen Ideal einer deutsch-französischen Zwischenstellung" und ähnlichem bemängelt, während er doch auch andererseits aus einer guten Quellen die erschütternde Anklage erheben muß (S. 273), daß das Volk der Reichslande moralisch und seelisch vernichtet und zertreten wurde. Die an diese Tatsache anknüpfenden Schlußfolgerungen, hinsichtlich einer möglich gewesenen anderen Lösung des elsaß-lothringischen Problems in dem Deutschland zur Verfügung gewesenen Zeit, verraten dann wieder jene Befangenheit der offiziell und offiziös publizistischen Gelehrtenkreise Deutschlands, von welcher nur eine Elite unabhängiger Geister sich bis jetzt freizumachen verstanden hat.

Ein Personenverzeichnis und ein Register geographischer Namen, sowie vier, leider farblos gehaltene und in der Grenzgebung nicht sehr klare Tafeln (vgl. z. B. die ganz irrtümliche Vorstellungen vom tatsächlichen Umfang des Reichslandes erweckende Tafel III) ergänzen den Band.

Alles in Allem genommen erscheint mir Stählins Arbeit, trotz ihrem wissenschaftlichen Anstrich, als ein Ableger deutscher Propagandaliteratur. Jedenfalls muß vor einer unkritischen Benützung gewarnt werden.

Basel. Alb. Matzinger.

Alfred Stern, *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871.* Stuttgart und Berlin, J. G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1920. XVIII u. 563 S.

Der achte Band ist ein Zwischenglied; er leitet hinüber von der stürmischen Zeit der Achtundvierziger Revolution zu den

entscheidenden Auseinandersetzungen der Sechziger Jahre. Mit den Anfängen des zweiten französischen Kaiserreichs beginnt er, die Berufung Bismarcks zum preußischen Ministerpräsidenten bildet seinen Abschluß. Damit ist nicht gesagt, daß sich der Verfasser ängstlich an die chronologischen Grenzen 1852-1862 hält. Er schildert die Weiterentwicklung der orientalischen Frage, die für Rußland mit dem Pariser Frieden 1856 einen argen Rückschlag bedeutet, und geht auf die innere Entwicklung der Balkanstaaten und ihr Verhältnis zur Pforte ein; er bricht ab bei Rumänien mit dem Staatsstreich Cuzas 1864, bei Serbien mit dem Regierungsantritt Fürst Michaels 1860 und dem Bombardement von Belgrad 1862, bei Montenegro mit der Ermordung Danilos 1860, während die Verhältnisse in Griechenland bloß kurz gestreift werden und die innere Geschichte des türkischen Reiches, bis zum Regierungsantritt Abdulaziz' 1861, mit der Behandlung aller dieser Dinge verwoben ist. Das Werden der nationalen Einheit Italiens ist erzählt bis zur Einverleibung der mittelitalienischen Staaten in das Königreich Viktor Emanuels — mit dem italienischen Krieg von 1859 als Hauptteil — und zur Abtretung Savoyens und Nizzas an Napoleon III. 1860. Derart entscheidende Fortschritte zur nationalen Einigung weist Deutschland in dieser Periode noch nicht auf: mit der Gründung des deutschen Nationalvereins erhält die Idee des Zusammenschlusses unter Preußens Führung von neuem Leben und Förderung, aber das deutsche Nationalgefühl ist schon durch den Krieg von 1859 mächtig gestärkt worden. Noch ist von keinen entscheidenden Begebenheiten die Rede; dafür stellen sich wichtige Vorbedingungen hiezu her im Kampf zwischen Liberalismus und Junkertum in Preußen von den letzten Regierungsjahren Friedrich Wilhelms IV. bis zum Ende der neuen Ära.

Diesen Begebenheiten vorangestellt ist die Darstellung des Neuenburger Handels, die der Verfasser in den größeren Kreis der europäischen Politik hinausrückt. Napoleon III. will die Angelegenheit dazu benützen, um sich Preußen in der orientalischen Frage willfährig zu machen, und England bemüht sich, eine solche Annäherung unter allen Umständen zu verhindern. Dagegen ist der Beginn dieses Kapitels lediglich innerer Geschichte unseres Landes gewidmet; einer knappen Skizze der Verfassungsrevision und der neuen Bundesverfassung folgt die Darstellung der ersten Jahre eidgenössischen politischen Lebens im neuen Bundesstaat.

Mit einer solchen Schilderung beginnt das Buch: die Anfänge des zweiten französischen Kaiserreiches werden dem Leser in einem Meisterstück ebenso klarer wie fesselnder Darstellungs-

kunst vor Augen geführt. Dem Krimkrieg, der die Fäulnis der russischen Administration unter Nikolaus I. schonungslos ans Licht brachte, ist die Behandlung der Reformen Alexanders II., der Aufhebung der Leibeigenschaft in Rußland angefügt; ebenso natürlich folgen auf den italienischen Krieg Oktoberdiplom und Februarverfassung in Österreich, das Wiederaufleben des parlamentarischen Lebens in der habsburgischen Monarchie.

Als der einflußreichste Akteur der Epoche erscheint Napoleon III., dessen sprunghaftes Handeln sich fort und fort in der Gestaltung der Ereignisse spürbar macht.

So ist der ganze Aufbau von zwingender Logik: den beiden Kapiteln über den Krimkrieg bezw. seine Vorgeschichte stellt der Verfasser das Bild des zweiten Kaiserreichs in seinen Anfängen voran und läßt ihnen zwei über die Reformen Alexanders II. und das Nationalitätsprinzip im Südosten Europas folgen. Die Mitte weist er der Schilderung des Neuenburger Handels zu, welcher er den Ausgang Friedrich Wilhelms IV. wohl oder übel anschließen muß. Denn darauf hat er Bezug zu nehmen bei der Vorgeschichte und dem Verlauf des italienischen Krieges (7. und 8. Kapitel), worauf von selbst der Blick auf Österreich und das Preußen der neuen Ära fällt.

Lose beigefügt ist ein starkes Kapitel über die Hauptströmungen des geistigen Lebens im sechsten und siebenten Jahrzehnt, das «den Verbindungsfäden nachzuforschen» hat, «die von dem Gebiet des Handelns auf der öffentlichen Schaubühne zu den Schöpfungen der Künstler und Denker hinüberführen». In reizvoller Skizze ziehen die Haupterscheinungen des geistigen Lebens an uns vorüber, nur allzu schnell manchmal, als daß wir ihre Züge klar erkennen.

Ein Anhang enthält unter Anderem ein Schreiben General Dufours an Bundespräsident Stämpfli vom 30. November 1856 und einen Brief Napoleons III. vom 3. Dezember 1856 an Friedrich Wilhelm IV., beide den Neuenburger Handel betreffend; die übrigen fünf Aktenstücke beziehen sich auf die orientalischen und italienischen Angelegenheiten, sind also alle diplomatischer Natur.

Denn dem Verfasser tritt hinter den politischen Vorgängen alles Andere zurück. Die militärischen Handlungen sind, zum Schaden der Klarheit beim Krimkrieg, weniger empfindlich beim italienischen Krieg, in den Gang der Politik eingestreut. Mit den militärgeographischen Voraussetzungen wird man hier wie dort nicht bekannt gemacht. Dem Aufbau der militärischen Operationen fehlt mehrmals die Klarheit: das ist besonders der Fall

bei der Erzählung des Sturmes auf Sebastopol 7. Juni 1855 (S. 118) und auch der Schlachten von 1859.

Ebenso wenig hört man von wirtschaftlichen Dingen, doch dürfen wir uns damit wohl auf den Schlußband vertrösten, wo eine zusammenfassende Darstellung klarer spricht, als sporadische Behandlung es hier vermocht hätte.

Und wenn der Schweizer bei der Lektüre des Neuenburger Handels gerade die Züge nur flüchtig berührt findet, die ihn am meisten ansprechen, die Vorbereitungen für den Kampf um das Heiligste, die Begeisterung und den einmütigen Opferwillen unseres Volkes, so darf er nicht vergessen, daß der Verfasser Geschichte Europas schreibt.

Ebenso wenig wird man hier schon Aufschluß über die innere Entwicklung der nordischen Königreiche, Spaniens, Portugals, Belgiens oder Hollands suchen.

Dagegen muß sich der Leser über die innerpolitischen Vorgänge in England selbst ein zusammenhängendes Bild schaffen; denn diese sind leider in die Kapitel zum orientalischen und zum italienischen Krieg eingestreut, wo sie manchmal stark ablenkend wirken (Kabinettsbildung Palmerstons, S. 103).

Auch muß man sich fragen, ob die Entwicklung Italiens zur nationalen Einheit nicht mit dem Sturz der Bourbonenherrschaft in Neapel einen sichtbareren vorläufigen Markstein erhalten hätte als mit der Annexion der Staaten Mittelitaliens.

Aus einer Reihe von kleinen Irrtümern und Druckfehlern dürfen folgende erwähnt werden: S. 241 «Cowbey» statt «Cowley», S. 254 «Valengin» statt «Valangin», S. 520 «Secirkunst» statt «Sezierkunst», S. 541 «Kenntnis außer französischer (statt «außerfranzösischer») Dinge». S. 404 oben läßt der Verfasser Benedek Ende 1860 als Höchstkommandierenden an der Grenze gegen Italien nach Mailand gehen, und S. 273 spricht er schon 1856/1857 vom Throne Franz II. in Neapel.

Doch was bedeuten diese Mängel, über die man z. T. verschieden denken kann, wo der Verfasser die dornenvolle Aufgabe, die wechselreichen Vorgänge mit ihrem bunten Gewirr mannigfachster Fäden, das Auf und Ab und Hin und Her der politisch-militärischen Ereignisse klar darzustellen, so meisterhaft gelöst hat, wo er mit überaus einleuchtender Gruppierung der kleinsten Details so fesselnd, so anregend, so temperamentvoll zu erzählen weiß! Alles ist sorgfältig bewiesen, belegt, motiviert; die Urteile über Ereignisse und Persönlichkeiten erscheinen maßvoll abgewogen, die Charakteristiken mit liebevoller Sorgfalt zu kleinen Kabinettstücken ausgestaltet. Welch' genaue, umfangreiche Kenntnis der Quellen tritt uns da entgegen, und wie ge-

wandt werden sie benützt! Man nimmt das Buch in die Hand, vertieft sich darin und legt es erst beiseite, wenn man es zu Ende gelesen hat.

Nun ist das monumentale Werk dem Abschluß nahe. Mögen dem greisen Gelehrten noch viele Jahre geistiger und körperlicher Frische beschieden sein, damit er mit berechtigter Befriedigung auf die Vollendung dieser seiner verdienstvollen Lebensarbeit zurückblicken darf.

Zürich. Otto Weiß.

Biographie Paul Usteris.

Allfällige Inhaber von Materialien zur Biographie des Staatsmannes Paul Usteri (geboren 1768, gestorben 1831 als Bürgermeister des Kantons Zürich) werden gebeten, sie der Zentralbibliothek Zürich im Original oder in Abschrift für kurze Zeit zur Benutzung zu überlassen. Erwünscht sind vor allem Briefe Usteris, von denen sich noch viele in Privathänden zu befinden scheinen. Es handelt sich um die Ausarbeitung eines Lebensbildes durch Prof. Dr. G. Guggenbühl in Küsnacht-Zürich. Um Abdruck und Weiterverbreitung der Notiz wird gebeten.

Zentralbibliothek Zürich.